

« TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS » (Karl Marx)

Lutte ouvrière

Île de La Réunion

Bi-mensuel de Lutte ouvrière N° 155 UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Supplément au journal Lutte ouvrière N° 2895 - Prix : 1€

"Réarmement" ... contre la politique des capitalistes!



**Le chômage, cancer
de la société
capitaliste**

Page 3

**Belal : Le cyclone
frappe plus les
pauvres**

Page 7

**Mayotte : Population
mahoraise et migrants
victimes de l'incurie de l'État
français**

Page 11

ÉDITORIAL

Les agriculteurs défendent leurs intérêts, les travailleurs doivent en faire autant !

Blocages de nationales ou d'autoroutes, sièges de préfectures, descentes dans les magasins de la grande distribution et peut-être un blocus de la capitale : les agriculteurs se mobilisent massivement depuis une semaine. Alors que, en travaillant d'arrache-pied, certains d'entre eux n'arrivent pas à se verser un smic, on ne peut que partager leur colère !

Les agriculteurs ont déjà contraint Gabriel Attal, le Premier ministre, à des concessions qui sont loin de satisfaire tous ceux qui sont mobilisés. C'est que la colère est profonde. Et la FNSEA, syndicat majoritaire, a pris la tête de la mobilisation et appelle à poursuivre les actions.

Dans l'agriculture comme dans d'autres branches économiques, il y a des gros et des petits. Les gros sont de véritables capitalistes, à l'image d'Arnaud Rousseau, patron de la grande firme d'agroalimentaire Avril (Lesieur, etc.), également président de la FNSEA. Ils participent à la fixation des prix sur le marché et se conduisent comme des financiers. Ils peuvent faire face aux crises, et même en profiter pour écraser les plus petits.

Ces entrepreneurs font leur beurre en exportant dans le monde entier. Ils savent profiter des accords de libre-échange qui font crever bien des petits paysans ici et dans les pays pauvres. On les entend dénoncer la concurrence étrangère et réclamer des taxes aux frontières, mais ils sont les premiers à exporter dans le monde et à défendre la loi du marché. Et ils utilisent le sort des petits pour arracher de nouvelles subventions.

En revanche, les petits paysans sont des travailleurs de la terre écrasés par les intermédiaires, l'agro-industrie, la grande distribution, et les banques auprès desquelles ils sont souvent surendettés. Ils sont asphyxiés par les plus gros. Lactalis achète ainsi aux producteurs le litre de lait à 40 centimes, litre que le consommateur paie 1 ou 1,20 euro en grande surface – on comprend que les Besnier, actionnaires de Lactalis, soient parmi les plus riches de France, avec 40 milliards d'euros de fortune. À cela, s'ajoutent pour les paysans les aléas climatiques, les épizooties et mille et une contraintes.

Travailler du matin au soir sans arriver à payer les factures et dépendre des plus gros, cela leur fait un point commun avec tous les travailleurs. Car vivre sans avoir la maîtrise de son salaire et de ses conditions de travail est le lot de presque tous les salariés, ouvriers, employés et techniciens. Voir son pouvoir d'achat dégringoler, risquer de se retrouver sans travail ni logement est le sort de millions de travailleuses et de travailleurs. Eh bien, ce que les agriculteurs mobilisés n'acceptent pas, nous n'avons aucune raison de l'accepter pour nous-mêmes !

Ces petits agriculteurs sont, comme nous, travailleurs à la base de la société. Ils nourrissent la population, disent-ils fièrement et avec raison. Mais sans les travailleurs qui transportent, transforment et conditionnent les produits agricoles... ils ne nourriraient personne d'autre qu'eux-mêmes. Et sans les ouvriers, les hospitaliers, les maçons ou les agents du nettoyage, la société s'arrêterait brutalement.

Ouvriers et paysans sont à la base de toutes les richesses. Mais ce sont les capitalistes, les parasites et les financiers qui profitent de ce travail. Nous n'avons pas à l'accepter !

Nous vivons dans une économie injuste où les capitalistes riches à milliards broient l'ensemble des classes travailleuses. Alors oui, la classe ouvrière et les petits paysans, artisans et commerçants peuvent se retrouver dans le combat contre le grand capital et les banques !

L'ironie de la situation veut que les petits agriculteurs, victimes de la loi du plus fort qui est au cœur du capitalisme, en sont les défenseurs, car ils aspirent à conforter leur propriété. Même si, pour nombre d'entre eux, celle-ci se transforme en endettement à vie et fait planer la menace de la faillite et de l'expropriation. Même si leur libre entreprise les transforme en quasi-salariés des grands groupes de l'agroalimentaire.

Comme tous les exploités, les petits agriculteurs n'auront pas de répit tant que le capitalisme n'aura pas été renversé. Mais ce combat-là repose d'abord et avant tout sur la classe ouvrière. La solidarité, la compassion ou l'admiration vis-à-vis de la lutte des agriculteurs ne suffisent pas : leur mobilisation doit être une source de combativité pour tous les travailleurs que nous sommes. Pour être écoutés et respectés, il n'y a pas le choix, il faut nous battre pour nos intérêts de classe et la perspective d'une tout autre société, collective et planifiée.

Natahlie Arthaud

Macron contre les chômeurs

Mercredi 17 janvier, Macron s'est fendu d'un discours au sommet de Davos, dans lequel il a décliné quelques annonces faites lors de sa conférence de presse de la veille.

Devant le gratin des possédants et de leurs serviteurs, il a promis notamment « *d'ouvrir un deuxième temps dans notre réforme du marché du travail, en durcissant les règles de l'Assurance chômage* ». Cette inten-

sification des attaques vise en particulier à couper l'indemnisation pour les chômeurs qui refuseraient des offres d'emploi. Ces derniers seraient donc poussés à accepter n'importe quel salaire, n'importe quelles conditions de travail, sous la menace de se retrouver sans ressources.

Ce nouveau tour de vis s'ajoutera aux précédents : allongement de la durée de travail pour ouvrir les droits

au chômage, nouveau mode de calcul, à la baisse bien sûr, des indemnités... Les contraintes sur les chômeurs ne cessent de se multiplier depuis des années, et la situation des classes laborieuses se dégrade parallèlement.

En bon serviteur du grand patronat, Macron fait peser les contraintes sur les travailleurs, afin de les alléger pour les capitalistes.

Le chômage, cancer de la société capitaliste

Il y a loin des déclarations d'intention de Macron, prétendant de faire baisser les chiffres du chômage, à la dure réalité vécue par les chômeurs eux-mêmes.

À La Réunion, le nombre des chômeurs en catégorie A atteignait au 3ème trimestre 2023 le chiffre colossal de 115 820 (Source : Insee). Parmi eux, 51 % sont des chômeurs de longue durée (+ d'un an). Mais si on y ajoute les autres catégories de chômeurs, alors le chiffre s'élève à 153 790 personnes sans emploi. Rapporté à une population en âge de travailler de 445 790, le pourcentage de chômeurs dans l'île s'établit donc aujourd'hui à 34 % !

À la frilosité des patrons à embaucher en CDI, s'ajoutent l'utilisation massive des contrats précaires et des contrats d'apprentissage. C'est tellement moins coûteux pour eux !

Découragés devant les portes fermées des entreprises, nombre de chômeurs renoncent à chercher un emploi, et, de ce fait, se retrouvent radiés des listes de Pôle Emploi et privés d'indemnités.

Même les sorties de Pôle Emploi (rebaptisé France Travail !) pour cause de reprises d'emploi ont chuté sur un an (de 7,9 %), c'est dire !

Et puis, révélateur du sort que destine la société capitaliste à la jeunesse : le chômage des jeunes réunionnais de moins de 25 ans a

augmenté de 3,1 % toujours sur la même période.

Alors que beaucoup des besoins de la population restent insatisfaits telles la construction de logements, la formation des jeunes (42 % de pas ou peu diplômés contre 26 % dans l'hexagone) ou la mise en place d'un réseau efficace de transports en commun, ce système se révèle incapable de répondre à l'aspiration des travailleurs à de vraies formations, des emplois stables et permettant d'en vivre.

Cela nécessiterait en effet une tout autre organisation sociale basée précisément sur la réponse aux besoins de la population et sur une organisation planifiée de l'économie.

Toutes choses incompatibles avec l'anarchie régnant dans le sys-

tème capitaliste, la concurrence acharnée entre patrons, la recherche obsessionnelle du profit cause des bas salaires et des mauvaises conditions de travail, des productions de basse qualité.

Eh bien cet « ordre » ne doit pas être immuable, les travailleurs peuvent le changer !



PROCHAINES RENCONTRES AVEC LES MILITANTS DE LUTTE OUVRIÈRE

MARCHÉ DU CHAUDRON
DIMANCHE 4 FÉVRIER de 8H30 à 10H00

MARCHÉ DE SAINT-ANDRÉ
VENDREDI 8 FÉVRIER de 8H30 à 10H00

MARCHÉ DE SAINT-PIERRE
SAMEDI 10 FÉVRIER de 8H30 à 10H00

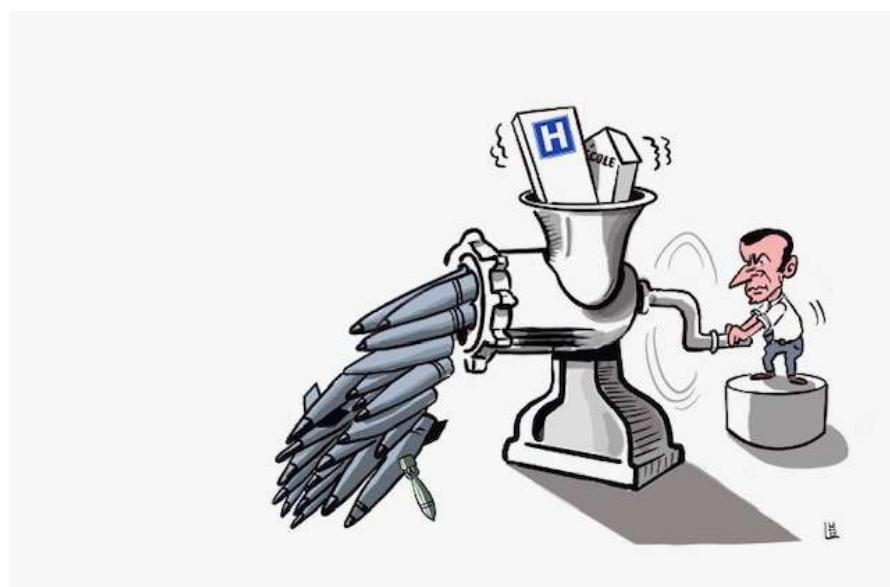
MARCHÉ DE SAINT-BENOÎT
SAMEDI 24 FÉVRIER de 8H30 à 10H00

“Réarmement démographique” : des crèches, pas des canons !

« Travail, ordre, patrie » : il ne manquait plus à Macron que quelque chose ayant trait à « la famille » pour se positionner clairement dans le sillage des courants les plus réactionnaires de ce pays.

Avec l'injonction au « réarmement démographique de la France », c'est désormais chose faite. Mais une fois l'idée lancée, le président s'est senti tenu d'annoncer une mesure qui pourrait donner l'impression d'aider les parents. C'est finalement sur un projet déjà annoncé cet été que le regard présidentiel s'est posé : la réforme du congé parental. Seulement, il ne s'agit plus de le compléter, mais de le remplacer par un « congé de naissance », mieux rémunéré... mais beaucoup plus court.

Le niveau de l'indemnité n'a pas encore été fixé, mais il ne sera pas difficile de rémunérer le congé de naissance davantage que la formule actuelle, qui ne donne droit qu'à 429 euros par mois. En revanche, la réduction du congé, elle, est déjà connue : il passera de deux ans à six



mois. La durée sera donc divisée par quatre, mais le montant sera-t-il quadruplé ? Il y a tout lieu d'en douter.

Cette réforme permettrait, prétend Macron, de moins éloigner les femmes du marché du travail, puisque les mères – qui sont celles qui prennent la plus grande part du congé parental – seraient alors obligées de retourner travailler au bout de six mois. Le féminisme a bon dos...

d'autant que, dans les faits, réduire drastiquement la durée de ce congé risque de forcer bien des parents, et notamment des femmes, à démissionner faute d'autre solution pour la garde des enfants entre leur sixième mois et leur entrée à l'école maternelle, les services d'accueil et les assistantes maternelles étant déjà saturés.

“Un enfant si je veux, quand je veux”

Dans sa conférence de presse fleuve du 8 janvier, Macron, face à la baisse de la natalité en France, a évoqué la nécessité d'un « réarmement démographique ».

Celui qui mettait son quinquennat sous le signe de la défense des droits des femmes entonne donc les discours natalistes bien aimés de la droite et de l'extrême droite.

Le discours de Macron était tout entier sous le signe de la réaction. Après le travail et les attaques contre les chômeurs, la patrie et les « pour que la France reste la France » empruntés à un Zemmour, il ne manquait que la famille et le discours sur la nécessité de faire des enfants.

Pour Macron, il faut donc que les femmes procréent, comme il est nécessaire que les marchands de canons produisent. Au travail donc : le pays a besoin de bébés, bien français, pour qu'ils aient la chance, une fois

adultes, d'aller se faire trouer la peau quand le moment sera jugé opportun par les fauteurs de guerre.

Bien sûr, ce ne sont que des mots d'un démagogue qui, après s'être pris pour Jupiter, joue à « *Maréchal nous revoilà !* » On n'en est pas aux régimes politiques qui renvoyaient les femmes de leur travail pour en faire des mères accomplies. On n'en est pas à interdire l'avortement. Mais, avec sa métaphore guerrière, Macron se place clairement sur le terrain de ceux qui considèrent que le ventre des femmes ne leur appartient pas et doit servir leurs intérêts économiques ou politiques.

En 1905, le chanteur Montéhus, ami de Lénine, avait écrit une chanson, *La grève des mères*, dont le refrain disait : « *Refuse de peupler la Terre / Arrête ta fécondité / Déclare la grève des mères / Aux bourreaux crie ta volonté ! / Défends ta chair /*

Défends ton sang / À bas la guerre / Et les tyrans ! ». Elle choqua et fut interdite.



Oudéa-Castéra : elle sait administrer sa fortune

Amélie Oudéa-Castéra, la ministre de l'Éducation et des Sports, en plus de ses affabulations concernant la scolarité de ses enfants, fait décidément parler d'elle.

Cette fois-ci, sa rémunération quand elle était directrice générale de la Fédération française de tennis (FFT) fait parler. La ministre déclarait à l'avance « n'avoir pas peur » des conclusions d'un rapport « écrit assez au vitriol ». À vrai dire, cette grande bourgeoise semble en effet n'avoir peur ni de mentir, ni de choquer, ni même du ridicule.

Une commission d'enquête parlementaire concernant les fédérations sportives vient en effet de rendre pu-

blic son rapport. On y apprend qu'elle gagnait 500 000 euros par an. Première justification : « *Ma rémunération était très proche de celle de mon prédécesseur.* » En réalité, celle qu'on surnomme maintenant AOC a obtenu, selon la commission d'enquête, une augmentation de 86 000 euros par an sur un salaire déjà scandaleusement élevé.

En novembre 2023, AOC a répondu à la commission, pour justifier sa rémunération, que son « *institution ne touche pas le moindre euro d'argent public* ». Là encore, c'était un mensonge, ce qui est gênant devant une commission d'enquête. Le lendemain, elle a dû rectifier, tout en mini-

misant à 1,2 million d'euros pour 2022 le soutien de l'État à la fédération. En réalité, ce soutien était près de dix fois plus important. Mais, c'est bien connu, quand on aime l'argent public, on ne compte pas...

Enfin AOC a prétendu avoir divisé son salaire par trois en entrant à la FFT, car elle émargeait précédemment à Carrefour à 1,5 million par an, soit plus de 120 000 euros par mois. C'est, cette fois, possible, mais il n'est pas sûr qu'un tel sens du sacrifice émeuve la caissière de supermarché qui gagne cent fois moins et nourrit par son travail cette caste de parasites du privé ou du public.

L'uniforme à l'école : pour quoi faire ?



Depuis la rentrée de janvier le port de l'uniforme est devenu obligatoire pour les élèves du collège Amiral Bouvet de Saint-Benoît qui s'est porté volontaire, à l'instar d'une centaine d'établissements en France, pour expérimenter la tenue unique, dernière trouvaille de Macron et de son gouvernement.

Selon le recteur Pierre-François Mourier, cette expérimentation a recueilli « un vote favorable » du conseil d'administration pour « *gommer les différences sociales et culturelles qui peuvent exister entre élèves* ».

Du côté, de la FCPE, la fédération des parents d'élèves, c'est un autre

son de cloche. Son président note qu'il y a eu un manque de transparence et d'échange sur cette question de l'uniforme. Mais surtout, à ses yeux, l'uniforme n'est qu'« *un contre-feu pour éviter de vrais problèmes de l'école* » comme le manque de moyens et la baisse du niveau des élèves.

En effet, les classes surchargées, le manque d'encadrement et de suivi scolaire, d'enseignants, voire d'infirmières et d'assistantes sociales aggravent les différences sociales entre élèves bien plus sûrement que leur habillement.

Les racines profondes des inégalités que sont les bas salaires, les li-

ciements, le mal-logement, la précarité des parents d'enfants des classes populaires pourraient disparaître sous l'uniforme ?

Le premier à ne pas croire à ce bobard est Attal lui-même, ce vieux jeune parti à la vieille chasse aux voix réactionnaires.

Car, au-delà d'une majorité à trouver au Parlement, la volonté du gouvernement d'imposer l'uniforme fait partie d'un ensemble de mesures comme le Service National Universel, le « parcours citoyen » qui visent à faire marcher les jeunes au pas, à les soumettre au pouvoir étatique et à l'exploitation patronale la main sur la couture du pantalon (d'uniforme) !

Aujourd'hui, c'est l'uniforme à l'école, demain ce sera l'uniforme tout court que l'État obligera les jeunes à porter pour aller se faire tuer dans la guerre généralisée vers laquelle les grandes puissances sont en train de nous mener.

Alors le plus important, sous l'uniforme ou pas l'uniforme, la vraie question reste notre capacité à faire grandir la conscience des jeunes et de nous tous que ce système doit être abattu avant qu'il ne nous abatte !

Loi Immigration : constitutionnelle ou pas, une loi révoltante

Dimanche 21 janvier, 75 000 à 150 000 manifestants ont défilé dans toute la France pour dénoncer une nouvelle fois la loi Immigration.

Cette loi est une attaque frontale contre les travailleurs immigrés et en fait contre tous les travailleurs. Même amputée de la moitié des articles par le Conseil constitutionnel, cette loi

limite encore plus les possibilités d'obtenir un titre de séjour en règle ou la nationalité. Tous les travailleurs immigrés seront donc coincés dans une situation plus précaire, qui les poussera à baisser la tête plus longtemps face à leur patron. Et, on le sait, cela permettra au patronat d'ajouter une pression sur tous les travailleurs.

Les partis de gauche présents dans la manifestation se sont présentés comme des opposants à cette loi. Ils mettent de côté le rôle qu'ils ont joué dans les attaques contre les travailleurs immigrés. Sans remonter jusqu'à Mitterrand et à sa promesse jamais tenue de donner le droit de vote aux immigrés, Jospin, à la tête d'un gouvernement de la gauche unie, « oublia » d'abroger les lois



Pasqua-Debré qu'il traitait de scélérates quelques jours avant d'être élu. Quant à Hollande, il a perpétué l'enfermement des migrants, enfants compris, dans des centres de rétention, avant de les expulser. Valls, son Premier ministre, avait été jusqu'à une déclaration franchement raciste contre les Roms et avait mis en œuvre une politique restreignant les possibilités de régularisation des travailleurs immigrés. La gauche au pouvoir a ainsi poursuivi et préparé la politique anti-immigrés de la droite.

La droite, l'extrême droite et le camp de Macron ont enchaîné toutes

les mises en scène pour se présenter comme un rempart face au danger que représente selon eux l'immigration. Et ce n'est pas un hasard si le chef d'orchestre de la loi Immigration, Macron, est aussi celui qui enchaîne les attaques contre les travailleurs ces dernières années. Son gouvernement fait diversion en distillant l'idée que les problèmes des travailleurs seraient liés à la présence d'immigrés, présentés comme des concurrents.

La réalité est à l'opposé. Pour que chaque travailleur puisse vivre correctement, il faudra surmonter les divisions et relever la tête ensemble.

Violences policières : des coupables peu punis

Vendredi 19 janvier, la cour d'assises de Bobigny a rendu son verdict dans l'affaire Théo. Tout en condamnant une violence illégitime au moment de l'interpellation, le 2 février 2017 à Aulnay-sous-Bois, la justice a seulement prononcé des peines de prison avec sursis à l'encontre des trois policiers inculpés.

Le policier qui a mutilé Théodore Luhaka, en enfonçant dix centimètres de sa matraque télescopique dans le rectum de la victime, encourait théoriquement quinze ans de prison pour violence volontaire ayant entraîné une infirmité permanente. Au terme de débats, l'avocat général avait requis trois ans de prison avec sursis. « Vous allez peut-être penser que ces peines peuvent être déri-

soires », avait-il alors lancé à Théo. Sous prétexte qu'on ne pouvait prouver que l'infirmité de Théo était permanente, les juges ont prononcé une peine encore inférieure. Le policier a écopé de douze mois de prison avec sursis et d'une interdiction d'exercer sur la voie publique pendant cinq ans.

Les images de la vidéosurveillance ont obligé la cour à reconnaître que Théo avait subi d'autres coups alors qu'il était au sol, déjà sonné par la violence du premier coup de matraque. Le tabassage s'est poursuivi dans le véhicule de police, accompagné d'injures racistes. Pour ces faits, les deux autres policiers ne sont condamnés qu'à trois mois de prison avec sursis et deux ans

d'interdiction d'exercer sur la voie publique.

Ainsi, aucun des trois inculpés ne fera un seul jour de prison pour avoir mutilé, tabassé et humilié un jeune homme alors âgé de 22 ans, qui s'était interposé lors d'un contrôle d'identité dans son quartier. La radiation de la police, possible après une condamnation mais pas automatique, reste bien improbable.

En renouvelant les gestes d'indulgence envers ses policiers et ses gendarmes, même lorsqu'il est impossible de dissimuler qu'ils ont agi comme des barbares, l'État veut préserver la motivation de ses troupes à cogner dur contre les pauvres.

Le cyclone frappe plus les pauvres

Belal, le premier cyclone de l'année, a frappé l'île de La Réunion du lundi 15 au mercredi 17 janvier. Un tiers de la population, soit 150 000 foyers, ont été privés d'électricité et d'eau pendant plusieurs jours suite aux dégâts causés par les vents violents.



Le cyclone, moins violent que prévu, a tout de même provoqué la mort de trois sans-abri et d'une femme intoxiquée par le monoxyde de carbone dû à son groupe électrogène.

Samedi 20 janvier, plus de 10 000 personnes attendaient toujours le

retour du courant. Les arbres non élagués tombés sur le réseau électrique et la mauvaise qualité des poteaux sont à l'origine de la plupart des coupures de courant. La direction du centre EDF Réunion est en partie responsable, elle qui a décidé de supprimer ses équipes de monteurs élagueurs pour sous-traiter ce travail au moindre coût.

Invités à « prendre patience » les habitants de certains quartiers, privés d'électricité pendant trois jours et plus, ont réagi. Au Chaudron à Saint-Denis, certains ont décidé de barrer leur avenue très passante, obligeant la direction d'EDF à les dépanner dans la journée. D'autres, à Saint-Benoît, ont érigé des barrages pour faire pression. Non seulement vivre sans eau pendant plusieurs jours est compliqué, mais beaucoup ont perdu la nourriture stockée pour le mois dans leur congélateur...

À Saint-Paul, ceux du quartier de l'Étang Saint-Paul se sont retrouvés inondés du fait du débordement de la ravine La Plaine comme en 2002. Cette situation n'est pas fatale. L'endiguement de cette ravine protégerait les habitants de ces submersions et des dégâts causés à leur case, à leur mobilier à leurs

appareils ménagers.

Le maire PLR (ex-PCR) de Saint-Paul, Emmanuel Séraphin, leur a répondu que ces travaux étaient prévus d'ici... dix à vingt ans ! Quant à Darmanin, « venu constater sur place les dégâts du cyclone », il ne s'est engagé sur rien et son voyage a été une simple « mascarade », comme l'a clamé une habitante sur son passage.

Pour les travailleurs du privé, les deux jours non travaillés du fait du cyclone ne seront simplement pas payés. Mais le plus dur est à venir pour le porte-monnaie des familles de travailleurs et pour les agriculteurs. La production de fruits et de légumes est compromise pour plusieurs mois. Cela va entraîner une hausse des prix importante et durable.

La saison des cyclones ne fait que commencer. Les plans pour en réduire les conséquences ne voient pas le jour. Investir dans la prévention, l'élagage, l'endiguement, le curage des cours d'eau, sans parler de constructions adaptées au climat, sont des mesures qui ne présentent aucune difficulté technique. Le seul obstacle est cette organisation sociale qui multiplie les effets dévastateurs de toutes ces catastrophes.

Deux poids, deux mesures, ça suffit !

Comme on pouvait s'y attendre suite au passage du cyclone Belal, les prix des fruits et légumes se sont envolés.

Le kilo de tomates qui tournait, avant le passage du météore, entre 1 euro et 1,50 euro est passé en quelques jours à 4 euros, puis à près de 6 euros. Le kilo de pommes de terre idem, on le retrouve aujourd'hui à près de 4 euros, les poireaux à 5 euros et la moindre petite salade abîmée à 3 euros.

C'est un nouveau coup de canif dans le pouvoir d'achat des travailleurs et des plus pauvres. Une difficulté supplémentaire pour nourrir

sa famille après les nombreuses augmentations de produits alimentaires que nous avons eu à subir ces dernières années pour cause soi-disant de guerre en Ukraine et au Moyen-Orient et bientôt de blocage du canal de Suez.

Crise ou pas crise, les commerçants, petits, mais surtout gros, se gavent sur notre dos. Ils sont en position d'augmenter leurs marges pour maintenir leurs profits.

Nous, travailleurs, n'avons que nos salaires pour vivre, mais nous n'avons pas le pouvoir de régler leur montant sur le coût de la vie, sauf à l'exiger par la grève !



Belal, amplificateur de la crise sociale

Saint-Benoît est une des villes qui a été la plus impactée par les coupures de courant suite au passage du cyclone Belal.

Vendredi 26 janvier, plusieurs centaines de ses habitants en étaient encore privés.

La conséquence de ces coupures de plusieurs jours, c'est que de très nombreuses familles ont perdu tout le contenu de leurs réfrigérateurs et congélateurs.

Les plus défavorisés ont été non seulement privés de nourriture, mais aussi dans l'incapacité d'en racheter. En effet salaires, retraites et minima sociaux ne tombent la plupart du temps qu'autour du 5 de chaque mois. Le 26 du mois les comptes de ces familles sont à sec !

Saint-Benoît fait aussi partie des

communes où le pourcentage de personnes vivant avec des revenus inférieurs au seuil de pauvreté est le plus élevé dans l'île. 43 % de sa population est dans ce cas.

Dans ces conditions, le CCAS de la mairie a pris l'initiative de distribuer des centaines de colis alimentaires pour la partie la plus déshéritée de la population. Des centaines de personnes ont dû, pour les récupérer, prendre leur place dans les files d'attente et patienter pendant des heures pour récupérer cette aide.

Cette situation de grande précarité où se trouve une partie de la société réunionnaise est immédiatement aggravée lors des crises économiques ou climatiques. Aujourd'hui les colis de nourriture sont distribués pendant quelques

jours aux plus pauvres, mais demain si la crise se généralise à l'échelle mondiale, elle touchera toute la société.

Au lieu d'orienter la production vers les besoins de la société, Macron et son gouvernement déclarent vouloir mettre sur pied une « économie de guerre ».

Or, c'est bien parce que l'argent de l'État va aux marchands de canons et aux gros capitalistes qu'une grande partie de la population est privée de tout, en permanence, pas simplement au moment du passage des cyclones.

Le système capitaliste nous mène à la catastrophe. Seul un ouragan révolutionnaire pourra nous en débarrasser.

Déchets verts : pas utilisés à produire de l'énergie pour une raison de gros sous

Le passage du cyclone Belal a généré des centaines de milliers de tonnes de déchets verts que communes et communautés de communes tentent de déblayer en les faisant transporter vers des aires de stockage telles que celles de la Jamaïque, déjà saturées après quelques jours d'apports !

Les déchets verts pourraient être utilisés à produire de l'électricité dans les centrales thermiques du Gol et de Bois Rouge.

Les techniques ont été mises au point depuis des années. Il suffirait que les propriétaires des centrales thermiques privées adaptent leurs chaudières pour que cela soit rendu possible. Alors pourquoi ces travaux d'adaptation des chaudières ne sont toujours pas réalisés aujourd'hui ?

Tout simplement parce que les capitalistes propriétaires de ces usines n'ont pas envie de brûler... leurs profits sous forme d'investissements utiles à la société. Ils préfèrent laisser pourrir ces déchets plutôt que d'en être de leur poche et EDF et le gouvernement ne lèvent pas le petit

doigt pour les obliger à se décider à procéder aux investissements nécessaires alors qu'ils leur rachètent leur

énergie à prix garantis !



Franchises médicales : une attaque de plus

C'était dans l'air depuis des mois, mais ça y est, c'est décidé, d'ici la fin du mois de mars la franchise médicale sur chaque boîte de médicaments prescrite par le médecin va doubler, passant de 50 centimes à 1 euro, qui ne sera pas remboursé et tombera dans les caisses de l'État.

Macron avait justifié cette mesure inique en disant : « *que passer de 50 centimes à 1 euro pour une boîte de médicaments, je n'ai pas le sentiment qu'on fait un crime terrible.* » Et d'ajouter : « *Je pense que c'est une bonne mesure. Cela responsabilise, il faut responsabiliser sur la consommation de médicaments.* » L'argument n'est pas nouveau. Comme si un diabétique, un hypertendu ou toute autre personne atteinte d'une quelconque maladie

allait surconsommer le médicament prescrit par son médecin comme d'autres se gobergent en surconsommant des mets de luxe dans les restaurants huppés.

À la fin du mois de mars, la somme non remboursée sur chaque boîte de médicament prescrite, passera donc à 1 euro ainsi que le reste à charge pour les soins infirmiers et les séances de kinésithérapie. Ensuite, début juin, les franchises sur les consultations médicales et les analyses biologiques passeront de 1 à 2 euros et celles pour les transports sanitaires de 2 à 4 euros.

Les dirigeants politiques nous serinent que le système de santé serait « *extrêmement généreux* », avec une médecine et des médicaments « *pratiquement gratuits* ». Mais c'est une propagande totalement mensongère.

L'intégralité du financement de l'Assurance maladie repose sur les travailleurs. Ce sont eux qui produisent tout ce qui est versé sous forme de cotisations, qu'elles soient salariales ou dites patronales.

Il faut vraiment tout le mépris d'un représentant des grands bourgeois pour affirmer qu'il n'y a en quelque sorte pas de quoi fouetter un chat. Il est au contraire évident que multipliées par le nombre de patients dans une même famille, ces franchises peuvent atteindre une somme suffisamment importante dans le budget familial pour qu'elle contraigne à renoncer aux soins. C'est une attaque de plus contre le pouvoir d'achat des classes populaires et contre la santé des plus pauvres.

DANS LES ENTREPRISES

Menaces de licenciement à Pronet

Chez Pronet, entreprise de nettoyage sous traitance de la SIDR, trois travailleurs apprenaient par leur patron que leurs emplois seraient supprimés suite à la décision de la SIDR de ne plus renégocier leurs marchés.

Il se révèle que c'est un mensonge et que Pronet, racheté dernièrement par une autre entreprise est dans une mauvaise situation financière et n'a plus l'intention de candidater sur les marchés de la SIDR.

À côté de cela, la SIDR qui a été rachetée par CDC Habitat, un groupe fonctionnant avec les deniers publics et possédant quelques 350 000 logements au niveau national, a décidé de gérer différemment l'entretien de ses immeubles, en en détruisant certains et en créant des emplois de gardiens qui s'occuperaient aussi du nettoyage.

Menacés dans leurs emplois et ne sachant plus à quelle porte frapper pour se faire entendre, les salariés de Pronet ont commencé par effectuer un débrayage pour se rappeler au bon



souvenir de leurs patrons. Ils se sont ensuite regroupés à une vingtaine devant l'agence de la SIDR au Port le vendredi 12 janvier où ils ont pu dire leur fait à une représentante de la direction de la SIDR et leur refus de perdre leurs emplois.

Cette mobilisation n'a pas suffi pour stopper leurs entretiens individuels préalables à licenciement qui

ont finalement eu lieu ce mardi 23 janvier à Saint André.

Ils ne lâchent pas pour autant prise et vont continuer à mettre la pression sur la SIDR pour que leurs emplois soient repris par les patrons repreneurs du marché, dans le cadre du respect de l'article 7 de leur convention collective.

GAZA

Sous l'œil complice des grandes puissances

Le 15 janvier, le Programme alimentaire mondial, l'Unicef et l'Organisation mondiale de la santé ont dénoncé ensemble la famine et les épidémies mortelles qui ont commencé à se propager dans la bande de Gaza, après trois mois et demi d'offensive militaire, sans que cela entraîne de réaction de la part des grandes puissances, parrains et financeurs de l'État d'Israël.

Plus de 25 000 Gazaouis sont morts et plus de 60 000 ont été blessés, souvent gravement, par les bombes ou les balles de l'armée israélienne. 80 % des 2,4 millions d'habitants ont été chassés vers le sud, où se concentrent ces derniers jours l'essentiel des opérations militaires israéliennes. Bombardements, arrestations massives et traitements inhumains se poursuivent dans tout

Gaza. Plus aucun hôpital ne fonctionne correctement. Médicaments et aides humanitaires n'entrent qu'au compte-gouttes.

Jusqu'ici, démontrant toute l'hypocrisie de leurs discours, ni les États-Unis ni la France ni aucun autre pays impérialiste n'ont cherché à utiliser les moyens dont ils disposent pour faire pression sur l'État israélien. Les États-Unis n'ont jamais mis dans la balance les milliards de dollars d'aide américaine qui sont indispensables tant à l'armée d'Israël qu'à son économie. Aucune grande puissance n'a pris ne serait-ce que des mesures diplomatiques significatives contre Israël, qu'elles continuent à traiter en allié.

Netanyahou a réaffirmé que la guerre allait continuer et qu'il s'opposait à toute souveraineté palesti-

nienne sur Gaza. L'objectif de l'armée israélienne reste officiellement de détruire le Hamas, mais cela apparaît irréalisable, même après bientôt quatre mois de guerre.

L'attitude intransigeante de Netanyahou rencontre une opposition au sein de la population israélienne. Ainsi, samedi 20 janvier, lors d'une manifestation à Tel-Aviv, plusieurs milliers de personnes ont réclamé le départ du Premier ministre et des négociations avec le Hamas pour libérer les otages.

Le massacre des Gazaouis se poursuit sans autre véritable objectif du côté israélien que de terroriser les Palestiniens et, pour Netanyahou, de se maintenir au pouvoir. Une impasse tragique, créée et entretenue par les grandes puissances impérialistes.

OCÉAN INDIEN

Quand le gouvernement français se prépare à un conflit généralisé dans l'Océan indien

Les récents affrontements survenus en Mer Rouge entre le régime des Houthis (contrôlant la zone est du Yémen et donc l'accès au canal de Suez par où transite 12 % du commerce maritime mondial) et les navires de guerre américains et anglais (opération Prosperity Guardian) ont pour conséquence de détourner les nombreux bâtiments de commerce de ce passage plus court vers la Méditerranée et de les obliger à contourner le continent africain avant de remonter vers l'Europe.

Ceci a pour effet d'augmenter de 30 % le trafic maritime le long de la côte est de l'Afrique et aussi celui qui transite par La Réunion.

C'est dans ce contexte guerrier

que le gouvernement a décidé de renforcer la base militaire navale du Port. Ainsi, « dès l'an prochain, un nouveau patrouilleur est attendu pour porter la flotte à six navires, tandis que des projets de modernisation des infrastructures sont à l'étude ». (Zinfos974 du 26 janvier 2024)

Selon le nouveau commandant de la base navale du Port, Thomas Gérard, « On pourrait très bien imaginer que certains bateaux qui opéreraient là-bas cherchent des points d'appui dans la zone océan Indien. Ce point d'appui pourrait être La Réunion, mais aussi Djibouti ou Abu Dhabi. Le grand point fort de La Réunion, c'est que c'est un territoire français. Évidemment, s'il y

avait une déstabilisation de la région, La Réunion deviendrait un point d'appui privilégié. Mais aujourd'hui, les opérations menées sont des opérations de protection des navires qui transitent, et de surveillance de la zone » qui poursuit en disant : « L'objectif, c'est aussi d'avoir des stocks de munitions à La Réunion qui permettraient de régénérer les bateaux qui feraient escale chez nous. Des stocks de combustible aussi, des capacités à soutenir une force qui viendrait ici pour se régénérer ».

Les choses sont donc claires, pour le gouvernement français, comme pour tous les gouvernements bourgeois, « la militarisation de l'ouest

Suite page 11

de l'Océan indien est inéluctable au vu des énormes enjeux économiques (pêche, projets gaziers dans le canal du Mozambique, trafic maritime marchand) » et ils se préparent à

entraîner dans la guerre toutes les populations de la zone si d'aventure la protection des intérêts de leurs capitalistes le commande.

C'est un avertissement et un rap-

pel que tant que le système capitaliste sera sur pied, il constituera un danger mortel pour toute l'humanité !

MAYOTTE

Population mahoraise et migrants victimes de l'incurie de l'État français

Mardi 25 janvier, le préfet de Mayotte Thierry Suquet, a donné l'ordre de démanteler le camp des réfugiés africains du stade de Cavani, non loin de la capitale Mamoudzou. Cette opération d'évacuation devrait se poursuivre jusqu'à fin mars.

Depuis des semaines, plusieurs manifestations soutenues par le Collectif des citoyens de Mayotte, des associations et des élus, avaient eu lieu pour réclamer le départ de ces 700 migrants originaires de la République démocratique du Congo, du Rwanda, de Tanzanie, de la Somalie, Ouganda, Burundi, arrivés pour certains depuis début 2022. Il y a quinze jours, des jeunes mahorais s'en sont même pris physiquement aux migrants à coup de jets de pierre.

Les migrants ont répondu en brandissant des morceaux de tissus sur lesquels on pouvait lire : « *Nous disons non à la xénophobie à Mayotte* » ou encore « *Halte au harcèlement des Africains réfugiés à Mayotte* »

Les immigrés africains, qui sont pour la plupart des demandeurs d'asile, ont fui la guerre et la misère dans leur pays. Environ 350 d'entre eux se sont installés sur ce stade sous des bâches, dans le dénuement le plus extrême avec pour seule ressource un bon alimentaire d'une valeur de trente euros par mois, par personne, soit un euro par jour pour manger et boire et quelques dons d'associations caritatives.

La seule eau disponible c'est celle d'un cours d'eau qui passe près du camp, impropre à la consommation, limite nauséabonde.

Sans eau potable, tenaillés par la faim, les enfants souffrent de fièvre

et de diarrhées, ils sont déshydratés. Les autorités ont bien installé des toilettes à l'entrée du camp, mais elle sont envahies par des rats et des mouches, faute de nettoyage.

Le préfet a demandé que les migrants soient envoyés dans d'autres villes et villages pour y être logés. Mais sa demande s'est heurtée à un mur de désapprobation de la part des certains élus et habitants qui souhaitent, selon *l'info Kwezi*, que « *les migrants africains soient amenés directement à l'aéroport et pas dans un autre village, ce qui ne ferait que déplacer le problème* ».

L'association mandatée par l'État pour loger ces personnes ne dispose que de 400 places, en appartement. Trop peu pour héberger l'ensemble des demandeurs d'asile.

Quant à Gérald Darmanin, l'auteur de l'opération infâme Wuambushu, il a déclaré qu'une quarantaine de personnes « *reconnues pour être des réfugiés, qui ont l'asile* », seraient rapatriées dans l'Hexagone.

Depuis, le début du décasage de Cavani, des groupes d'individus plus ou moins encouragés par des collectifs et des élus ont érigé des barrages à plusieurs endroits de l'île pour demander le départ des migrants de Mayotte.

Bien des travailleurs ne peuvent plus se rendre sur leur lieu de travail ; les étudiants en cours.

Le CHM tourne depuis le 26 janvier avec un personnel réduit. Des équipes de nuit sont parfois obligées de continuer le service pour pallier l'absence de ceux qui sont bloqués chez eux. Les ambulances, forcées de faire demi-tour, ne peuvent pas transporter les malades pour leurs soins, avec les conséquences qui peuvent

être désastreuses pour ces derniers.

Cette situation de crise alimente les propos de haine de politiciens, telle que la députée UDI-Liot et présidente du Collectif des citoyens de Mayotte, Estelle Youssouffa, qui vocifère contre les Africains qui « *traumatisent la population* », « *font des saccages* », etc. (Sud Radio le 24 janvier).

Des discours nauséabonds ne régleront rien. Des flics et des frontières, des expulsions et de mauvais traitements ne peuvent pas empêcher des femmes et des hommes d'espérer trouver ailleurs un sort moins pire en fuyant la misère et l'oppression qu'ils subissent dans leur pays.

Se désolidariser des migrants revient à se solidariser avec les responsables de l'appauvrissement du monde, politiciens et capitalistes, qui continuent à privilégier les profits des plus riches au détriment des besoins de l'ensemble de la population. Ce sont eux qui voulant conserver leurs privilèges trouvent avantageux de fracturer la conscience des classes populaires qui n'en peuvent plus des pénuries et des insécurités.

Il faut le dire : le monde du travail a intérêt à s'opposer radicalement à toutes ces tentations de rendre les plus pauvres, les plus déshérités, responsables de toutes leurs difficultés.

Le combat qui vaut le coup d'être mené c'est d'imposer immédiatement une vie décente pour tous. Dans cette perspective il faut unir la force de tous les opprimés. Une telle expérience collective serait une excellente préparation à la lutte pour renverser le système capitaliste fauteur de misère et de guerre.

Le retour du mercenaire Guy Philippe

En Haïti, les gangs font la loi, terrorisent la population, assassinent et pillent sans retenue. Dans ce chaos, début décembre, un dénommé Guy Philippe a lancé un appel à la population, prêchant à travers le pays la « désobéissance civile » et « la révolution pour changer de gouvernement ».

C'est par l'armée américaine que ce militaire de 55 ans a été formé au début des années 1990. Chef de police en 2000, exilé, il revient en février 2004, accompagné du chef des duvaliéristes et à la tête de « l'armée rebelle » il participe au renversement de Jean-Bertrand Aristide, mettant fin à son deuxième mandat. Candidat aux élections présidentielles en 2005 avec le Front pour la reconstruction nationale proche des duvaliéristes, il recueille 1 % des voix. Poursuivi pour trafic d'armes, de drogue, blanchiment d'argent lié au trafic de drogue, il est arrêté en janvier 2017 et transféré aux USA, condamné à 9 ans d'incarcération. Après 7 ans il est

libéré et il revient en Haïti en annonçant son ambition d'être le futur président, prenant des postures de messie, demandant au peuple de « lui donner le droit de le débarrasser des gangs armés en 90 jours ».

Guy Philippe a appelé à la mobilisation et à bloquer le pays pour renverser Ariel Henry. Ces annonces n'ont pas été suivies d'effet. Même bercée d'illusions, la population pauvre se méfie. Guy Philippe a déjà sa propre milice de soutien, la BSAP (Brigade de surveillance des aires protégées) armée lourdement. Il n'y a pas de « Révolution pour le peuple » à espérer de Guy Philippe, ni d'aucun autre.

A Haïti, les gangs se sont émancipés de leurs commanditaires, les riches et les politiciens, mais il est tout à fait possible qu'un nouveau dictateur arrive au pouvoir en se servant des groupes malfrats armés.

La révolte des masses exploitées et affamées va inévitablement resurgir en Haïti. Il n'y a pas de sauveur

suprême. La preuve est faite depuis longtemps. Les travailleurs d'Haïti n'auront d'autre choix pour se débarrasser de la terreur des gangs, de l'exploitation féroce et de la misère que de mener leur propre révolution et décider pour eux-mêmes. Mais pour y arriver et vaincre, il leur faudra leur propre parti politique révolutionnaire totalement indépendant de politiciens de la bourgeoisie.

Car le problème n'est pas de se débarrasser des gangs quels qu'ils soient, ou des « méchants » mais de déposséder la bourgeoisie possédante des biens qu'elle a volés aux travailleurs d'Haïti avec l'aide de l'impérialisme.

ÎLE MAURICE

La population confrontée à l'inertie du gouvernement

Le passage du cyclone Belal à Maurice a fait deux morts par noyade et les pluies torrentielles ont inondé nombre de quartiers populaires et emporté quelque 108 véhicules dans la capitale Port-Louis.

En 2013 déjà, deux heures de pluies torrentielles sur Port-Louis avaient entraîné des crues qui avaient submergé une partie de la capitale et provoqué la mort de dix habitants.

Suite à ce désastre, Suresh Boodoo, l'ancien directeur de la météo, avait estimé indispensable de « lancer une campagne de reboisement afin de retenir le sol et de prévenir l'érosion, mais aussi de mettre en place un système de canalisation de

l'eau », pour éviter que ne se reproduise une telle catastrophe. Aujourd'hui il ne peut que constater amèrement : « nous n'avons pas encore mis en œuvre ces mesures, malgré l'écoulement du temps. »

Avec le réchauffement climatique, l'océan Indien dans lequel baignent Maurice et La Réunion se réchauffe de manière intense, créant un environnement propice à des événements extrêmes. Dans cette situation, il serait plus que vital de réaliser les travaux nécessaires pour contenir les eaux de pluie.

Ce n'est pas la priorité du gouvernement mauricien, qui porte la responsabilité de ces nouveaux morts.

ABONNEMENT

12 mois : 20 € / 6 mois : 12 €
Je souhaite m'abonner au journal *Lutte ouvrière - Île de La Réunion* pour une période de.....mois

NOM:

.....
Prénom :

.....
Adresse:

.....

Ci-joint par chèque la somme deeuros

Pour nous contacter :

Lutteouvrière
 BP 184
 97470 SAINT-BENOÎT
 e-mail : contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org



Impression spéciale *Lutte ouvrière*
 Commission paritaire n°
 1019C85576
 Directeur de publication : Didier Lombard
 Tirage : 100 exemplaires